

11 ème Congrès de l'EPSU- Fédération Syndicale Européenne des Services publics du 18 au 20 juin 2024 à Bucarest, Roumanie

Déclaration de soutien au peuple et travailleurs Palestiniens portée par 9 fédérations syndicales, à savoir les 4 fédérations CGT présentes au congrès : FDSP, FD santé-social, FMNEet UFSE), les 3 fédérations des CCO (Espagne) et les 2 fédérations UGT (Espagne)

Nonobstant le fait que nous soutiendrons la résolution d'urgence de l'EPSU, nous tenons à porter cette déclaration pour ré affirmer et renforcer nos positions.

Aujourd'hui, au moment où se tient le congrès de l'EPSU et alors que nous avons commémoré la catastrophe de la Nakba, 76 ans après l'exode forcé de la population Palestinienne, les Gazaouis n'ont plus un seul endroit pour se mettre à l'abri des bombes. Aucun lieu, aucun refuge n'est épargné. C'est littéralement toute une population qu'on assassine.

Nous condamnons sans ambiguïté l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre qui a ciblé délibérément des civils et fait plus d'un millier de victimes civiles israéliennes, hommes, femmes, enfants.

Nous appelons à la libération des otages civils israéliens comme nous appelons à celle des prisonniers politiques palestiniens. Mais nous refusons que les crimes de terroristes du Hamas servent à justifier les nombreux crimes de guerre déjà commis par Israël.

Depuis des mois, nos organisations appellent au cessez-le-feu immédiat et permanent et à l'arrêt des massacres, qui à présent prennent la tournure d'un génocide contre la population palestinienne.

Alors que la Cour internationale de Justice, plusieurs agences humanitaires de l'ONU, mais aussi des journalistes, militants et universitaires en Israël condamnent explicitement l'opération génocidaire conduite par le gouvernement Netanyahu, la complicité plus ou moins active des grandes puissances n'en est que plus révoltante.

Partout dans le monde, y compris en Israël, des dizaines de milliers de citoyens manifestent pour exiger un cessez-le-feu, condition préalable à la libération des otages et demandent la démission de Netanyahu.

Le gouvernement israélien, après avoir obligé les Gazaouis à se déplacer du nord au sud de la bande de Gaza en direction des camps situés à Rafah, a encore franchi un cap dans ses massacres en bombardant le camp de déplacés à Rafah, où s'entassent plus d'1,2 million de femmes, d'enfants, d'hommes qui fuient les bombardements depuis des mois. Cette attaque s'accompagne d'un déchaînement de violences meurtrières.

La bande de Gaza ressemble à un champ de ruines. On compte plus de 40 000 morts, des blessés par milliers dont les deux-tiers sont des femmes et des enfants. La grande majorité des infrastructures qui assure l'accès aux biens essentiels a été détruite : hôpitaux, écoles, routes,

bâtiments administrations, systèmes énergétiques, lieux de cultes, cimetières... ; la famine fait rage et l'aide alimentaire, en partie bloquée par Israël arrive au compte-goutte.

Dans ce contexte, marqué par la succession de manifestations massives dans le monde entier ainsi que par l'action combative des étudiantes et étudiants qui occupent leurs universités pour affirmer leur rejet de cette situation, nous en appelons à toutes les organisations pour protester.

Nous appelons également à la reconnaissance de l'État de Palestine, comme premier pas pour un retour à la paix, comme le prévoient les résolutions des Nations Unies et comme viennent de le proclamer l'Espagne, l'Irlande, la Norvège. Aujourd'hui, ce sont 146 pays qui reconnaissent l'État de Palestine sur les 193 États membres de l'ONU.

Nous exigeons :

- Un cessez-le-feu immédiat définitif, la fin de la guerre et à la levée du blocus de Gaza
- la libération en vie de tous les otages civils israéliens aux mains du Hamas
- La libération de tous les prisonniers politiques palestiniens emprisonnés sans jugement
- La levée du blocus de Gaza
- l'arrêt des colonisations
- La protection du peuple Palestinien à Gaza, en Cisjordanie et à l'intérieur de l'Etat israélien
- L'arrêt du commerce avec les colonies implantées en Palestine occupée
- Des sanctions, dont la fin de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël
- L'arrêt immédiat de toute coopération militaire avec Israël et un embargo total de toute livraison d'armes à Israël
- Une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens

Nous, organisations syndicales, devons engager sans relâche toute notre énergie pour une paix, tant en Ukraine qu'à Gaza et partout dans le monde. Chaque vie humaine a la même valeur, quel que soit son pays.

Les guerres n'ont jamais apporté rien d'autre que destructions, massacres, barbarie, reculs sociaux. Les guerres ne servent que les puissants en les enrichissant toujours plus grâce à ceux qui vont laisser leurs vies dans ces combats, où ces puissants n'iront jamais.

Nous voulons maintenant et pour toujours la paix, Freedom, Paz, Frieden, Fred, Pace, Eirini, Barich, Pokoj, Assalam, Shalom, Mir...